

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 86 — 43

26 AOUT 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création du Conseil consultatif de l'Inspection médicale scolaire

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1969 portant création de la Commission consultative de l'Inspection médicale scolaire modifié par l'arrêté royal du 17 février 1970;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif chargé du budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'approuver les programmes de rénovation en inspection médicale scolaire avant le début de l'année scolaire 1985-1986;

Considérant qu'il importe de recueillir en permanence des renseignements précis, des avis autorisés et des vues actuelles en matière d'organisation, de fonctionnement et de gestion des services contribuant, à un titre quelconque, à l'exercice de l'Inspection médicale scolaire et aux activités préventives, prophylactiques, éducatives et sociales qui en découlent;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Enseignement et de la Santé de la Communauté française, et vu la délibération de l'Exécutif du 26 août 1985,

Arrêtons :

CHAPITRE 1er. — *Mission*

Article 1er. Il est institué auprès de la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation un Conseil consultatif de l'Inspection médicale scolaire, dénommé ci-après « Le Conseil ».

Art. 2. § 1er. Le Conseil a pour mission :

a) d'étudier soit d'initiative, soit à la demande du Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions, les problèmes rencontrés dans l'exécution de la loi du 21 mars 1964 sur l'Inspection médicale scolaire et dans l'exercice des activités préventives, prophylactiques, éducatives et sociales qui l'accompagnent ou qui lui font suite;

b) de se tenir au courant des progrès scientifiques et techniques intéressant la médecine scolaire et les domaines connexes de la médecine préventive et du travail social;

c) d'adresser au Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions tous avis, propositions et suggestions sur les matières énumérées au présent paragraphe;

d) d'assurer toutes autres tâches qui lui seront confiées par le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions dans le domaine de la médecine scolaire et de ses liaisons avec les autres activités médico-sociales.

§ 2. Le Conseil peut décider de créer en son sein deux sections, l'une médicale, l'autre sociale et administrative, chargées chacune de tâches spécifiques, réparties par le bureau, selon la nature des matières à examiner.

Il peut en être ainsi notamment pour les missions suivantes :

a) évaluer les données scientifiques de l'Inspection médicale scolaire et réunir et en promouvoir la diffusion; déterminer et développer les méthodes techniques d'application de ces données; définir le rôle, la compétence et la qualification des membres des équipes d'inspection médicale scolaire; apprécier l'efficacité de l'Inspection médicale scolaire par voie de statistiques et d'études longitudinales; étudier l'ensemble de la suite à réserver aux cas jugés dignes d'attention particulière sur les plans médical, social ou scolaire par les équipes d'inspection médicale scolaire, ainsi que le devenir de ces cas; étudier les liaisons des équipes d'inspection médicale scolaire avec les autres instances médicales préventives et curatives, d'une part, avec les enseignants et les parents d'élèves, d'autre part; donner un avis sur les programmes d'activités de rénovation soumis à l'approbation du Ministre.

b) étudier les problèmes d'organisation pratique, de planification de réalisation, de mise en œuvre, de coordination, de gestion et de financement inhérents à l'exécution des tâches légales par les équipes d'inspection médicale scolaire et par les organismes et institutions auxquels elles peuvent confier une partie de ces tâches ainsi que les liaisons des équipes d'inspection médicale scolaire avec les instances administratives et sociales extérieures.

CHAPITRE II. — *Composition*

Art. 3. Le Conseil se compose :

1° de trois docteurs en médecine représentant les trois grandes facultés universitaires de médecine, dont l'un assume la première vice-présidence;

2° de trois docteurs en médecine représentant le Groupement belge des spécialistes;

3° de deux docteurs en médecine responsables d'équipes agréées d'inspection médicale scolaire, créées l'une par une personne morale de droit privé, l'autre par une personne de droit public;

4° d'un docteur en médecine d'un Centre psycho-social de l'Etat;

5° de deux représentants des Associations de parents, l'un pour la Fédération des Associations de parents de l'enseignement officiel, l'autre pour la Confédération nationale des associations de parents de l'enseignement libre;

6° de trois membres du personnel directeur et enseignant d'établissements d'enseignement de l'Etat, subventionné officiel et subventionné libre (un par réseau);

7° de deux responsables non médecins des Centres agréés de santé ou d'inspection médicale scolaire créés l'un par une personne morale de droit privé, l'autre par une personne de droit public, dont l'un assume la seconde vice-présidence;

8° d'un conseiller-directeur d'un Centre psycho-médico-social de l'Etat;
 9° d'un membre désigné par le Ministre qui a l'inspection médicale scolaire dans ses attributions qui assume la présidence du Conseil.

Le Conseil comporte également :

— un représentant du Ministre membre de l'Exécutif qui a l'enseignement dans ses attributions;
 — un membre du Conseil consultatif de prévention pour la santé sur proposition du Ministre qui a la santé dans ses attributions.

Art. 4. Les membres du Conseil ainsi que le Président et les Vice-présidents sont nommés par l'Exécutif de la Communauté française sur proposition du Ministre qui a l'inspection médicale scolaire dans ses attributions.

Art. 5. Pour chacun des membres visés à l'article 3, il est désigné un suppléant.

Art. 6. Le Conseil comprend un Bureau qui est constitué comme suit :

- 1° le président du Conseil qui assume également la présidence du Bureau;
- 2° les vice-présidents du Conseil qui assument à tour de rôle la présidence du Bureau en cas d'empêchement du président;
- 3° deux docteurs en médecine membres du Conseil;
- 4° du responsable non médecin d'un centre agréé de santé ou d'inspection médicale scolaire non élu vice-président du Conseil;
- 5° du conseiller-directeur d'un Centre psycho-médico-social de l'Etat.

Art. 7. Les membres visés à l'article 3 ainsi que les suppléants sont nommés pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable deux fois.

Art. 8. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé cesse de faire partie du Conseil.

Art. 9. Si un mandat devient vacant avant le renouvellement du Conseil, le membre suppléant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 10. Tout membre qui a été absent à trois séances consécutives, sans avoir fourni de justification au président, est réputé d'office démissionnaire.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

Art. 11. Le Conseil est convoqué par le président à la demande du Ministre ayant l'inspection médicale scolaire dans ses attributions ou d'un tiers au moins des membres.

Art. 12. Le Bureau règle l'activité du Conseil.

Art. 13. Le Conseil fixe son règlement d'ordre intérieur.

Art. 14. Le Conseil délibère valablement si la majorité des membres sont présents,

Toutefois, lorsque le Conseil a été convoqué sans réunir le nombre de membres nécessaires, il peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 15. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents et transmises par le président, via la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation, au Ministre qui a l'inspection médicale scolaire dans ses attributions. Une note de minorité peut être jointe à l'avis émis.

Art. 16. § 1er. Le Conseil ainsi que les sections du Conseil peuvent constituer parmi leurs membres des groupes de travail spécialisés en vue de l'étude de problèmes déterminés;

§ 2. A cette fin, ils peuvent, avec l'accord du Bureau, faire appel à toute collaboration qu'ils estiment nécessaire, en particulier en vue de l'étude de problèmes biosomatiques, médico-sociaux, pédagogiques et psychologiques, et de problèmes relevant de l'éducation physique.

Art. 17. Le secrétariat du Conseil, du Bureau et des Sections est assuré par deux agents du service de l'inspection médicale scolaire de la direction générale de l'Enseignement et de la Formation.

Art. 18. Les fonctions de membres du Conseil ne sont pas rémunérées. Les membres du Conseil ainsi que les collaborateurs extérieurs visés au § 2, de l'article 16 ont droit au remboursement de leurs frais de séjour et de parcours aux conditions fixées respectivement par l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères et par l'arrêté royal du 18 janvier 1985 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de cette disposition, les personnes étrangères aux services publics sont assimilées aux agents revêtus d'un grade classé au rang 13.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 19. L'arrêté royal du 20 octobre 1969 portant création de la Commission consultative de l'inspection médicale scolaire, modifié par l'arrêté royal du 17 février 1970 est abrogé en tant qu'il concerne la Communauté française.

Art. 20. Notre Ministre ayant l'inspection médicale scolaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 août 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
 Le Ministre de l'Enseignement et de la Santé,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 86. — 43

26 AUGUSTUS 1985. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot oprichting van de Raad van advies voor het Medisch Schooltoezicht

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1969 tot oprichting van de Commissie van advies voor het Medisch Schooltoezicht, gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 februari 1970;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve die belast is met de begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die gemotiveerd is door de noodzaak de renovatieprogramma's voor het medisch schooltoezicht goed te keuren vóór het begin van het schooljaar 1985-1986;

Overwegende dat het van belang is bestendig nauwkeurige inlichtingen, gezaghebbende adviezen en huidige inzichten in te winnen inzake organisatie, werking en beheer van de diensten die in om het even welke hoedanigheid bijdragen tot de uitoefening van het medisch schooltoezicht en tot de preventieve, profylactische, opvoedende en sociale activiteiten die eruit voortvloeien;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs en Gezondheid van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 26 augustus 1985;

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Opdracht*

Artikel 1. Bij de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming wordt een Raad van advies voor medisch schooltoezicht opgericht, hieronder « de Raad » genoemd :

Art. 2. § 1. De Raad heeft tot opdracht :

a) hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort, de problemen te bestuderen die zijn ontstaan bij de uitvoering van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht en bij de uitoefening van de preventieve, profylactische, opvoedende en sociale activiteiten die ermee gepaard gaan of die eruit voortvloeien;

b) zich op de hoogte te houden van de wetenschappelijke en technische vooruitgang die betrekking heeft op de schoolgeneeskunde en op de ermee in verband staande gebieden van de preventieve geneeskunde en van het sociaal werk;

c) aan de Minister, tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort, alle adviezen, voorstellen en suggesties te richten betreffende de in deze paragraaf opgesomde aangelegenheden;

d) alle andere taken af te maken die haar door de Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort, zullen worden opgelegd op het gebied van de schoolgeneeskunde en haar betrekkingen met de andere medisch-sociale activiteiten.

§ 2. De Raad kan beslissen in zijn midden twee secties op te richten, één medische sectie, de andere een sociale en administratieve sectie, ieder belast met specifieke taken, die door het bureau verdeeld worden volgens de aard van de te onderzoeken aangelegenheden.

Dit kan inzonderheid het geval zijn voor de volgende opdrachten :

a) de wetenschappelijke gegevens van het medisch schooltoezicht naar hun waarde beoordelen en ze verzamelen en de verspreiding ervan bevorderen; de technische toepassingsmethoden van die gegevens bepalen en ontwikkelen, de taak, de bevoegdheid en de kwalificatie bepalen van de leden van de equipages voor medisch schooltoezicht; de doeltreffendheid van het medisch schooltoezicht appreciëren bij middel van statistieken en longitudinale studies; het geheel van de gevolgen bestuderen die dienen voorbehouden te worden aan de gevallen die door de equipages voor medisch schooltoezicht, als bijzonder belangrijk worden beschouwd op de medische, sociale vlakken of op schoolvlak alsook het verloop van die gevallen; de betrekkingen van de equipages voor medisch schooltoezicht met de andere preventieve en curatieve medische instanties enerzijds en met de leerkrachten en de ouders van leerlingen anderzijds, onderzoeken; een advies verstrekken over de programma's van hernieuwingsactiviteiten, onderworpen aan de goedkeuring van de Minister;

b) de problemen onderzoeken betreffende de praktische organisatie, de planning, de uitvoering, de toepassing, de coördinatie, het beheer en de financiering, verbonden met de uitvoering van de wettelijke taken door de equipages voor medisch schooltoezicht en door de organismen en instellingen waaraan zij een deel van die taken kunnen toevertrouwen, alsook de betrekkingen van de equipages voor medisch schooltoezicht met andere administratieve en sociale instanties.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling*

Art. 3. De Raad is samengesteld uit :

1° drie doctors in de geneeskunde, die de drie grote universitaire medische faculteiten vertegenwoordigen, één van hen neemt het eerste ondervoorzitterschap waar;

2° drie doctors in de geneeskunde, die de Belgische specialisten groepering vertegenwoordigen;

3° twee doctors in de geneeskunde, die verantwoordelijk zijn voor erkende equipages voor medisch schooltoezicht, waarvan de ene opgericht zijn door ten privaatrechtelijke rechtspersoon, de andere door een publiekrechtelijke persoon;

4° een doctor in de geneeskunde van een psycho-sociaal Rijkscentrum;

5° twee vertegenwoordigers van de Oudersverenigingen, de ene voor de Federatie van de Oudersverenigingen van het officieel onderwijs, de andere voor de Nationale Confederatie van de Oudersverenigingen van het vrij onderwijs;

6° drie leden van het leidend en onderwijzend personeel van inrichtingen van het Rijksonderwijs, officieel gesubsidieerd en vrij gesubsidieerd (één per net);

7° twee verantwoordelijken die niet geneesheer zijn, van de erkende centra voor gezondheid of medisch schooltoezicht waarvan het ene opgericht is door een privaatrechtelijke rechtspersoon, het andere door een publiekrechtelijke persoon; één van hen neemt het tweede ondervoorzitterschap waar;

8° een adviseur-directeur van een psycho-medisch-sociaal Rijkscentrum;

9° een door de Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort aangewezen lid dat het voorzitterschap van de Raad waarneemt.

De Raad is eveneens samengesteld uit :

— een vertegenwoordiger van de Minister-lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort;

— een lid van de Raad van advies ter preventie voor de gezondheid op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort.

Art. 4. De leden van de Raad en de voorzitter en de ondervoorzitters worden door de Franse Gemeenschapsexecutieve benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort.

Art. 5. Voor elk van de leden bedoeld in artikel 3 wordt een plaatsvervanger aangewezen.

Art. 6. De Raad bestaat uit een Bureau dat als volgt is samengesteld :

1° de voorzitter van de Raad, die eveneens het voorzitterschap van het Bureau waarneemt;

2° de ondervoorzitters van de Raad die ieder op zijn beurt het voorzitterschap van het Bureau waarnemen wanneer de Voorzitter verhinderd is;

3° twee doctors in de geneeskunde die leden van de Raad zijn;

4° de verantwoordelijke die niet geneesheer is van een erkend gezondheidscentrum of van een centrum voor medisch schooltoezicht die niet tot ondervoorzitter van de Raad verkozen is;

5° de adviseur-directeur van een psycho-medisch-sociaal Rijkscentrum.

Art. 7. De leden die bedoeld zijn in artikel 3 alsmede de plaatsvervangers worden benoemd voor een periode van vier jaar. Hun mandaat is tweemaal hernieuwbaar.

Art. 8. Ieder lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan het benoemd werd, maakt niet meer deel uit van de Raad.

Art. 9. Indien een mandaat vóór de hernieuwing van de Raad vacant wordt, beëindigt het plaatsvervangend lid het mandaat van zijn voorganger.

Art. 10. Ieder lid dat op drie opeenvolgende zittingen is afwezig geweest zonder verantwoording aan de voorzitter te hebben verstrekt, wordt van ambtswege als aftredend beschouwd.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

Art. 11. De Raad wordt door de voorzitter bijeengeroepen, op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort of van minstens één derde van de leden.

Art. 12. Het Bureau regelt de activiteit van de Raad.

Art. 13. De Raad bepaalt zijn huishoudelijk reglement.

Art. 14. De Raad beraadslaagt op geldige wijze indien de meerderheid van de leden aanwezig is.

Wanneer de Raad echter bijeengeroepen werd zonder het nodige aantal leden te hebben verzameld, kan hij na een nieuwe oproeping op geldige wijze beraadslagen over hetzelfde onderwerp ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 15. De resoluties worden genomen bij volstreekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden en door de voorzitter overgemaakt aan de Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort, door bemiddeling van de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming. Een minderheidsnota kan aan het verstrekte advies worden toegevoegd.

Art. 16. § 1. De Raad alsmede de secties van de Raad kunnen uit hun leden gespecialiseerde werkgroepen samenstellen met het oog op het bestuderen van bepaalde problemen;

§ 2. Te dien einde kunnen ze in akkoord met het Bureau beroep doen op alle medewerking die ze nuttig achten, inzonderheid met het oog op het bestuderen van biosomatische, medisch-sociale, pedagogische en psychologische problemen en van problemen die bij de lichamelijke opvoeding behoren.

Art. 17. Het secretariaat van de Raad, van het Bureau en van de Secties wordt waargenomen door twee ambtenaren van de dienst van het medisch schooltoezicht van de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming.

Art. 18. De ambtswerkzaamheden van de leden van de Raad worden niet betaald. De leden van de Raad evenals de in § 2 van artikel 16 bedoelde losse medewerkers kunnen aanspraak maken op de vergoeding van hun verblijf- en reiskosten onder de voorwaarden die respectievelijk bepaald zijn bij het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten van de leden van het personeel der ministeries en bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van deze bepaling worden de personen die niet tot de administratie behoren gelijkgesteld met de ambtenaren met een graad van rang 13.

HOOFDSTUK IV. — *Intrekkings- en slotbepalingen*

Art. 19. Het koninklijk besluit van 20 oktober 1969 houdende oprichting van de Commissie van advies voor het medisch schooltoezicht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 februari 1970 wordt ingetrokken voor zover het de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 20. Onze Minister tot wiens bevoegdheid het medisch schooltoezicht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 augustus 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister van Onderwijs en Gezondheid,

R. URBAIN